

**PROGRAMME INTEGRE D'AMENAGEMENT RURAL  
(PIAR)**

**IDENTIFICATION DES CONTRAINTES  
SOCIO-ECONOMIQUES  
A L'INSTALLATION D'AGRICULTEURS  
SUR LE PERIMETRE DE ROUCOUA  
(IRACOUBO)**

**C. LE BERRE**

**AVRIL 1990**

Convention entre le Conseil Régional de la Guyane  
et l'Institut Français de Recherche Scientifique  
pour le Développement en Coopération (ORSTOM)

## AVANT-PROPOS

Dans le cadre de la politique de développement agricole mise en oeuvre par le Conseil Régional de la Guyane, le Centre ORSTOM de Cayenne est sollicité pour effectuer plusieurs études agro-pédologiques et socio-économiques.

L'objet de ces études est défini par les termes d'une convention, signée le 9 mars 1989, entre la Région Guyane et l'ORSTOM, "relative à la mise en place des Programmes Intégrés d'Aménagement Rural (PIAR)".

Celle-ci prévoyait sur la zone de Rocoucoua à Iracoubo "des travaux de recherche relatifs à la structuration de l'espace rural, liés à l'installation des agriculteurs", à savoir:

- "l'évaluation des possibilités d'extension du périmètre vers le Sud-Ouest dans la limite des zones accessibles depuis la piste;

- le recensement des principales contraintes rencontrées par les agriculteurs".

Dans ce document sont présentés les résultats des travaux socio-économiques, effectués à Iracoubo. Ceux-ci visent à déterminer les principales contraintes rencontrées par les agriculteurs "professionnels" sur le périmètre de Rocoucoua.

Ces travaux se rattachent à une activité de recherche plus globale du Centre ORSTOM de Cayenne, concernant les stratégies et les politiques de développement des filières de production, animée par J. MICHOTTE, Directeur de Recherche.

Il existe en Guyane une volonté de développer le secteur agricole. Il s'agit alors de donner aux candidats à l'installation, les moyens d'exercer leur activité dans de bonnes conditions techniques et humaines et de leur permettre d'en tirer un revenu suffisant.

L'étude des exploitations et de l'historique des installations permet d'identifier des blocages au bon fonctionnement des systèmes de production. Ces problèmes bien compris, leur résolution en est facilitée.

Il est également important de connaître les projets des agriculteurs afin de favoriser un développement tenant compte des réalités et des attentes des producteurs.

Ces thèmes sont développés dans l'étude des périmètres agricoles de la Crique Toussaint à Sinnamary (contraintes à l'installation), de Rocoucoua à Iracoubo dans le présent document (contraintes à l'installation) et de St-Jean à St-Laurent du Maroni (projets) dans le cadre de la convention relative à la mise en place des PIAR.

Les travaux socio-économiques relatifs au périmètre de Rocoucoua sont complétés par une étude agro-pédologique de Rocoucoua-Sud, traitée à part par B. BARTHES.

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes concernées par le lotissement de Rocoucua, le Maire d'Iracoubo qui a facilité notre tâche, ainsi que celles qui ont accepté de nous fournir les informations nécessaires à la réalisation de nos travaux, qu'il s'agisse des agriculteurs et candidats à l'agriculture ou du personnel des services techniques et administratifs liés à la profession.

## RESUME

En 1983, sur la commune d'Iracoubo, a débuté la mise en place du lotissement agricole de Rocoucua, coordonnée par la Municipalité; la Direction Départementale de l'Agriculture et le Régiment du Service Militaire Adapté ont participé aux travaux d'aménagement foncier.

Les jeunes candidats à l'agriculture "professionnelle" ont dû faire face à des conditions initiales de vie et de travail difficiles ainsi qu'au manque de financement. Le travail et les privations ont pu compenser un certain temps la pénurie des financements à court et à long terme, mais une certaine lassitude s'est installée faisant délaisser certaines des productions qui ne pouvaient dégager suffisamment de revenu pour vivre et investir. A l'heure actuelle, le travail fourni sur le lotissement et le niveau global des productions sont faibles.

Dans l'ensemble, le projet de développement agricole a été insuffisamment mûri.

MOTS-CLES MATIERES: développement agricole - lotissement - encadrement - installation - motivations - cultures - élevage - Guyane - Iracoubo .

## PLAN

<u>INTRODUCTION</u>	p. 1
<u>1. HISTORIQUE</u>	p. 2
<u>2. INSTALLATION DES AGRICULTEURS "PROFESSIONNELS"</u>	
2.1. SITUATIONS FAMILIALES ET OBJECTIFS INITIAUX	p. 6
a) Les candidats	
b) Les motivations des candidats	
2.2. LENTE ET DIFFICILE MISE EN PLACE DES STRUCTURES D'EXPLOITATION	p. 9
a) Les facteurs de production	
b) Les productions; ventes, revenus	
<u>3. SITUATION ACTUELLE DES AGRICULTEURS "PROFESSIONNELS"</u>	
3.1. ETAT DES LIEUX: TEMPS PARTIEL ET FAIBLE NIVEAU DE PRODUCTION	p.12
a) Les agriculteurs "professionnels"	
b) Les facteurs de production	
c) Les productions; ventes, revenus	
3.2. NOUVEAUX OBJECTIFS: DIVERSIFICATION ET/OU ATTENTISME	p.20
a) Evolution des objectifs	
b) Les projets	
c) En attendant que l'agriculture (re)devienne rentable, les attributaires mettent en réserve leur exploitation et travaillent ailleurs	
<u>4. EVALUATION DU PROJET D'AMENAGEMENT</u>	
4.1. BILAN DE "L'OPERATION ROCOUCOUA"	p.23
a) Des "professionnels" qui n'en sont pas; une agriculture produisant faiblement	
b) Le volontarisme ne peut compenser les insuffisances du projet ou des agriculteurs ni faire de l'agriculture un secteur performant	
c) L'agriculteur est aidé; que peut-on exiger de lui, compte tenu du contexte?	
4.2. REFLEXION A PROPOS DE L'AMENAGEMENT DE ROCOUCOUA	p.26
a) Manque de réalisme du projet global	
b) Les difficultés objectives à l'installation servent-elles d'alibi à des candidats méconnaissant l'agriculture et ses contraintes?	
c) Finalement, plusieurs thèmes se dégagent de l'analyse	
<u>CONCLUSION</u>	p.29
<u>ANNEXE</u>	p.31
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	p.33
<u>INDEX</u>	p.35

## IRACOUBO

### FICHE SIGNALETIQUE

**Situation:** sur la route (RN1) entre Cayenne et St-Laurent, au bord du fleuve Iracoubo (5 km environ de la mer); à 130 km de Cayenne, à 110 km de St-Laurent; la commune, constituée de plusieurs hameaux, s'étend le long de la route sur 50 km environ.

**Nombre d'habitants:** 1239 en 1975, 938 en 1982, 1500 environ en 1990 (résultats non officiels) d'après l'INSEE.

**Habitat:** un bourg principal, hameaux (Trou Poisson, Organabo), villages amérindiens (Bellevue, Degrad Savane, Organabo Flèche, Moucaya).

**Ethnies:** Créoles et Amérindiens principalement.

**Activités:**

- agriculture, 140 exploitations en 1989 d'après le Recensement Général de l'Agriculture; existence d'un périmètre agricole à Rocoucoua ;
- pêche;
- exploitation du bois; scierie;
- artisanat amérindien;

**Infrastructures:** école maternelle et primaire; dispensaire; bureau de poste; gendarmerie; foyer socio-culturel, stades; commerces, restaurants, chambres d'hôtel; marché au poisson, chambres froides; pas de marché des produits agricoles, Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole.

**Périmètre agricole de Rocoucoua:** l'entrée de la piste desservant la zone est située à l'Ouest d'Iracoubo, à 8 km du bourg, au Sud de la RN1. Le périmètre a été mis en valeur à partir de 1984, sur des fonds attribués à la Commune par le Conseil Général, puis avec l'aide de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt et celle du Régiment du Service Militaire Adapté.

## INTRODUCTION

Entre 1976 et 1986, divers aménagements agricoles ont été entrepris en Guyane.

Le "Plan Vert", mis en oeuvre par l'Etat, a conduit à l'installation de 200 à 300 exploitations. Les spéculations choisies pour cette opération étaient les bovins-viande et les citrons limes. D'autres projets plus ponctuels ont été réalisés, c'est le cas en particulier d'initiatives communales.

A la suite d'échecs dus en grande partie à l'insuffisance de préparation et de coordination des programmes, un grand nombre d'exploitations sont en difficulté. Assainissement des situations financières et sauvegarde, autant que faire se peut, des investissements rentables sont, en 1990, toujours d'actualité. Ces thèmes font l'objet d'audits et de mesures successives ("apurement" de la dette, "restructuration"...), mais les aménagements, installations ou aides sont quasiment stoppés depuis 1986.

En dépit des insuccès et fort des enseignements tirés des expériences précédentes, le développement de l'agriculture guyanaise est toujours à l'ordre du jour. Cependant, les conditions actuelles diffèrent de la période antérieure du Plan Vert:

- la décentralisation confère désormais aux collectivités locales un pouvoir de décision accru;
- le Code Rural définit depuis 1986 (loi et décrets d'application) les procédures réglementaires pour l'aménagement rural, dont Département et Région sont désormais les initiateurs, les administrations telles que la Direction de l'Agriculture et de la Forêt (DAF) accompagnant alors la mise en oeuvre de cet aménagement;
- les faillites passées ont sensibilisé les acteurs du développement agricole à la nécessité de mûrir les projets et de respecter un protocole logique de mise en oeuvre.

Dans ce nouveau contexte, le Conseil Régional de la Guyane a élaboré dans le cadre de son Plan de Développement Régional (PDR) une politique d'aménagement rural connue sous le nom de PIAR (Programme Intégré d'Aménagement Rural). L'accent a été mis sur la nécessité d'une "planification chronologique" et sur celle de réunir au départ toutes les conditions favorables à l'exercice de l'agriculture. Ainsi, pour la Région, les points suivants doivent être pris en compte pour l'installation d'agriculteurs:

- choix de terrains à vocation agricole (études pédologiques),
- régularisation de la question foncière,
- choix de spéculations répondant aux besoins du marché intérieur ou extérieur (études de marché),
- information et formation des candidats (stages),
- plan de financement adapté aux systèmes d'exploitation (prêts, subventions),
- mise en place de structures collectives de production, amont et aval (coopératives...).

De plus, la diversité des attentes des candidats à l'agriculture semble être prise en compte puisque sont envisagés plusieurs volets au PIAR, selon le type d'agriculteur intégré au programme: traditionnel, "Plan Vert", jeune agriculteur.

Actuellement, à Iracoubo, le lotissement de Rocoucoua est susceptible de faire l'objet d'un éventuel PIAR. Des personnes sont déjà présentes sur le terrain, installées par la Commune. Les modalités de leur insertion dans un PIAR restent à définir par les décideurs.

Dans la présente étude, nous nous intéressons aux conditions d'installation des agriculteurs dits "professionnels", c'est-à-dire ceux installés avec l'aide de la Commune, sur de grandes surfaces entre 1984 et 1987.

Il est indispensable de comprendre la manière dont est réalisée l'installation des agriculteurs si l'on veut se donner les moyens de réussir ces installations. Cette compréhension est l'objectif que se donne la présente recherche, par l'étude des atouts, des motivations et des attentes des divers agriculteurs, également par la mise en évidence des contraintes rencontrées au fur et à mesure de leur implantation.

## 1. HISTORIQUE

Durant l'étape de "développement agricole" de la Guyane (1975-1985) que représente le Plan Vert, la municipalité d'Iracoubo souhaite, elle aussi, favoriser l'installation d'agriculteurs sur son territoire. L'enjeu n'est pas seulement de maintenir sur leur commune d'origine de jeunes habitants d'Iracoubo sans emploi, mais également de freiner la baisse de population par l'arrivée d'agriculteurs extérieurs à la commune. Iracoubo enregistre en effet une diminution de sa population de près de 25% entre 1975 et 1982 (INSEE).

Les études pédologiques effectuées vers 1980 par l'ORSTOM montrent la vocation agricole des terres de la zone comprise entre Iracoubo, Mana et St-Laurent.

Sur la commune d'Iracoubo, le lieu-dit Rocoucoua, du nom de la crique qui y passe, est inclus dans l'aire à bonnes potentialités agricoles. Cette zone, au Sud de la route nationale 1, est située à 8 km du bourg d'Iracoubo en direction de St-Laurent (voir carte p. 30). La municipalité d'Iracoubo se détermine à lancer un projet de lotissement agricole à cet emplacement propice.

Rappelons les grandes étapes de l'aménagement du périmètre agricole de Rocoucoua.

1979-81: - prospection pédologique ORSTOM sur les terres hautes situées à l'Ouest d'Iracoubo, constituant une première reconnaissance de cette zone et affirmant sa vocation agricole (cf. travaux de R. BOULET en bibliographie).



1982-83: - projet de lotissement agricole sur Rocoucoua et ouverture d'une piste de quelques kilomètres par le RSMA (Régiment du Service Militaire Adapté; dépendant du MEDETOM, Ministère des DOM-TOM) en convention avec l'ONF (Office National des Forêts) et la DDA (Direction Départementale de l'Agriculture, actuelle DAF).

La commune d'Iracoubo bénéficie comme celle de Sinnamary d'une somme de 2.250.000F issue d'une dotation départementale provenant de la CNE (Caisse Nationale de l'Energie) qui permet d'envisager le financement des aménagements et des installations (10 prévues) à Rocoucoua. Ce projet, élaboré avec l'aide de la DDA se veut différent du Plan Vert: le déforestation doit être en partie manuel et les installations doivent se faire progressivement par tranches de quelques hectares, permettant aux agriculteurs de maîtriser les opérations.

Fin 84-1985: - arrivée de 6 candidats à l'agriculture "professionnelle", dont 3 habitants d'Iracoubo;

- constitution de l'Association de Développement Rural d'Iracoubo (ADRI), dont le Maire est président, chargée de la mise en place des structures d'exploitation. La question foncière doit se résoudre par l'intermédiaire de l'ADRI qui demande un bail de 1000 ha aux Domaines; un bail à ferme entre ADRI et agriculteurs est envisagé pour la suite. Un "prêt", sur les fonds CNE, est accordé par la commune aux agriculteurs pour les aider à mettre en place leur appareil de production, le remboursement des sommes devant permettre aux candidats suivants de bénéficier à leur tour d'un prêt;

- premières déforestations effectuées par une entreprise (coupe à la tronçonneuse suivie d'andainage au bulldozer à lame), quelques hectares par candidat (une dizaine au plus);

- la piste (environ 5 km) dessert l'entrée du lotissement et les candidats doivent rejoindre leur parcelle à pied (jusqu'à 2-3 km).

Dans l'ensemble, le projet communal ne bénéficie pas d'un climat favorable: DDA et SOFIDEG (Société Financière pour le Développement de la Guyane, jouant, entre autres, le rôle de "Crédit Agricole") sont très réticentes: le bilan du Plan Vert est en cours et les difficultés sont mises en évidence (en particulier à Nancibo à cette époque). De plus, la délimitation du domaine de compétences des différentes collectivités locales n'est pas claire et entraîne un certain manque de coordination. Finalement les sources de financement se tarissent et l'avenir du périmètre de Rocoucoua est menacé.

1986: - 2 nouveaux candidats s'installent, 3 des précédents abandonnent;

- l'ORSTOM établit une carte pédologique qui concerne essentiellement le Nord du lotissement, seule zone accessible jusqu'alors.

1987: - 3 nouvelles installations ont lieu, portant à 9 le nombre d'agriculteurs;

- devant les difficultés, la Mairie fait appel au RSMA qui effectuera divers travaux, entre 1987 et 1989, à titre collectif ou chez les agriculteurs (piste, déforestation, puits,...). Ces aménagements sont financés par le MEDETOM (opération dite "Bull de l'amitié") et par la DAF.

- "l'intégration des populations tribales dans un schéma urbain organisé" se concrétise, par la réalisation sur Rocoucua, en début de piste, du lotissement collectif amérindien; des lots non déboisés sont attribués.

1988: - un projet de "lotissement rural" voit le jour, environ 50 petits lots déforestés de 1 à 2 ha sont vendus (c'est l'aménagement qui est vendu) pour de l'agriculture occasionnelle ou permanente; aucune aide n'est fournie. Ces lots sont répartis le long de 2 nouvelles pistes ouvertes par le RSMA (1 et 2 km); une troisième transversale (3,5 km environ), type pénétrante forestière, est également tracée;

- une partie des "professionnels" ne travaillent plus qu'à temps partiel sur leur exploitation, ayant cherché à l'extérieur une autre source de revenu;

- certains candidats, devant la stagnation du dossier foncier de l'ADRI, établissent des demandes de bail à titre individuel auprès des Domaines. La demande de bail au nom de l'ADRI est suspendue pour défaut de pièce; la régularisation même de l'association serait compromise en l'absence d'Assemblée Générale.

1989: - les Amérindiens déposent un dossier à la Préfecture pour obtenir un statut officiel des zones qu'ils occupent et cultivent, y compris à Rocoucua;

- l'ADRI n'a plus aucune activité;

- des essais de goudronnage sur bâche plastique sont pratiqués sur les tronçons de piste à forte pente, sujets à ravinement en saison des pluies.

Le climat tant politique qu'administratif semble assez favorable, comme en témoignent les visites du Ministre des DOM-TOM et celle du Président du Conseil Régional; des rencontres ont également lieu entre municipalité et responsables régionaux de l'agriculture.

Des perspectives de financement se dessinent et la Mairie d'Iracoubo relance son plan de développement sur Rocoucua. Ce projet, ambitieux, est à l'étude, il s'intègre dans un programme plus général d'aménagement de la commune en liaison avec le SAR (Schéma d'Aménagement Régional), comportant également des activités non agricoles comme l'artisanat et la pêche.

Diverses opérations sont envisagées par la municipalité pour dynamiser le périmètre de Rocoucua: installation de nouveaux agriculteurs selon l'une ou l'autre des formules déjà existantes. Différentes spéculations sont pressenties telles le maraîchage, l'arboriculture, l'hévéaculture, la culture de canne à sucre. La recherche expérimentale pourrait également s'installer. L'appel à une population active extérieure est envisagé. De plus, cadre de vie et environnement de la production seront aménagés: infrastructures rurales et unités de transformation des produits issus de cette future zone productive (pâtes de fruits...).

début 1990: - en vue de dresser un bilan des actions passées, la DAF fait un état des lieux de l'agriculture professionnelle sur Rocoucoua;

- l'ORSTOM, en convention avec le Conseil Régional dans le cadre des PIAR, effectue une nouvelle carte des sols du lotissement qui concerne les zones Sud, désenclavées par l'ouverture récente de nouvelles pistes (cf. travaux de B. BARTHES en bibliographie); l'enquête socio-économique auprès des professionnels, commencée en 89 est achevée;

- la Compagnie du Bas-Rhône (CNABRL: Compagnie Nationale d'Aménagement du Bas-Rhône Languedoc) réalise une étude concernant l'aménagement foncier rural en Guyane (en cours), Rocoucoua fait partie des zones étudiées et pourrait servir de zone test;

- l'électrification du périmètre semble prochaine (premiers poteaux posés en début de piste);

- le RSMA doit revenir sur le terrain pour de nouvelles réalisations, en particulier l'adduction d'eau.

**En résumé:** en 1983, les premiers travaux sont entrepris; fin 1984-début 1985, 6 candidats "professionnels" sont installés et aidés en partie grâce à une dotation départementale issue de la Caisse Nationale de l'Energie; 3 abandonneront, puis 5 nouveaux professionnels s'installent entre 85 et 87.

De 1987 à 1989, le RSMA, en convention avec la DAF, intervient sur le périmètre et procède à de nombreux travaux d'aménagement.

La zone agricole amérindienne est établie en 1987, les habitants de Bellevue y font de l'abattis.

En 1989, le "lotissement rural" est ouvert, les "acquéreurs" de petits lots déforestés, non aidés, y pratiquent le type d'agriculture qu'ils désirent, à temps plein ou partiel.

En 1989-90, la commune souhaite pouvoir relancer le développement de Rocoucoua, de manière plus ambitieuse et avec une maîtrise accrue des opérations.

## 2. INSTALLATION DES AGRICULTEURS PROFESSIONNELS

Cette partie vise à mieux connaître les caractéristiques des agriculteurs à leur arrivée sur le lotissement. L'état des réalisations et le bilan actuel font l'objet du chapitre suivant.

Les données concernant les exploitations et les familles proviennent essentiellement des déclarations des agriculteurs lors de l'enquête. Elles sont complétées par les observations effectuées lors de sorties sur le périmètre.

## 2.1 SITUATIONS FAMILIALES ET OBJECTIFS INITIAUX

### a) Les candidats

#### \* Origine

11 candidats à l'installation se sont succédés entre fin 84 et 87, 6 habitants d'Iracoubo dont un Amérindien, 2 métropolitains, 3 ressortissants d'autres communes de la Guyane mais dont les parents étaient pour certains d'Iracoubo. Nous n'avons pu enquêter 2 d'entre eux qui ont délaissé le lotissement assez rapidement (l'un est décédé, l'autre introuvable). Les personnes interrogées sont donc les 8 agriculteurs encore présents et une autre ayant abandonné.

#### \* Age, situations familiales

L'âge moyen des candidats enquêtés est, à leur arrivée, 28 ans (22 à 30 ans en général; sauf l'un d'eux, amérindien: 44 ans).

Un seul est célibataire, les autres sont chargés de famille (1 à 3 enfants) sinon à l'arrivée, du moins assez rapidement après.

#### \* Formation

Quasiment tous sont issus de parents ayant pratiqué l'agriculture; 2 seulement n'ont pas de formation agricole ni scolaire ni professionnelle (mais une expérience provenant de la pratique auprès des parents, puis à titre personnel), c'est le cas de l'agriculteur amérindien. 5 d'entre eux ont effectué des stages professionnels agricoles (200h, assorti éventuellement de formation complémentaire: 40h, stage en ferme pépinière...); l'un d'eux, métropolitain, a une formation scolaire agricole (technicien). La formation est souvent antérieure à l'installation, éventuellement complétée par la suite.

Aucun n'a à la fois une connaissance approfondie de l'agriculture guyanaise et de son environnement, ni du contexte "Plan Vert".

### b) Les motivations des candidats

#### \* Pourquoi les candidats ont-ils voulu être agriculteurs à Rocoucoua?

Les raisons initiales qui ont poussé chacun à être candidat à l'agriculture, à Rocoucoua, varient selon les situations de départ, plutôt diverses.

- 3 personnes ont été touchées par la publicité faite autour du Plan Vert et avaient, selon le cas, une certaine attirance pour l'agriculture ou pour "l'outre-mer": 2 métropolitains (l'un ayant vécu en Afrique; l'autre, de formation agricole et issu du milieu rural mais sans perspective de pouvoir s'installer comme agriculteur dans sa région d'origine). Le troisième est un Guyanais travaillant alors en métropole. Ils arrivent en Guyane après la fin des attributions faites dans le cadre du Plan Vert, mais recherchent par ailleurs une implantation possible.

Ils entendent parler de Rocoucous ou ne reçoivent comme seule réponse que celle d'Iracoubo, à leurs demandes écrites aux mairies de Guyane.

- 4 Guyanais, dont 2 habitants d'Iracoubo, se sentaient depuis toujours attirés par l'agriculture et mûrissaient un projet agricole. L'un d'eux, d'Iracoubo, souhaitait après un échec à Mamaribo (périmètre d'exploitations "Plan Vert" à Iracoubo), une reconversion, dans l'agriculture toujours. Un autre originaire d'Iracoubo, cherchait un terrain depuis 1978 et a attendu la mise en place du lotissement. Le troisième a quitté la fonction publique en métropole pour se consacrer à cette activité, par goût; le dernier, cherchait également un terrain et a reçu de la seule mairie d'Iracoubo une réponse.

- Il nous semble important de mentionner à part, le cas de l'un des plus jeunes à l'arrivée (23 ans en 87), Iracouboien, pour qui l'agriculture semblait, de par ses origines rurales, une possibilité d'avenir professionnel. Pour lui, la question de l'emploi s'est posée en même temps que naissait Rocoucous. Il est impossible d'affirmer que seule la "facile" proximité de cette activité l'a, dans son cas, incité à se porter candidat, cependant il est probable que cela ait fortement joué.

Il en est peut-être de même pour certains des 4 candidats précédents, se posant la question de leur orientation professionnelle alors que le Plan Vert était en cours. Si ce climat propice à l'agriculture n'a pas forcément déclenché les vocations, il est fort probable que cela ait favorisé l'orientation des jeunes vers ce type d'agriculture.

- Enfin, on distinguera le candidat de Bellevue, amérindien, plus âgé et pratiquant déjà une agriculture de type traditionnel. Il s'agit pour lui d'élargir son activité à des spéculations différentes: culture fixe (arboriculture), élevage (en projet), ce qu'il espérait pouvoir faire un jour sans en avoir eu jusqu'alors l'occasion. Selon lui, le Maire connaissant ses intentions, l'aurait encouragé à s'installer sur ce type de lots.

#### \* Type d'agriculture envisagé

Tous disent vouloir au départ pratiquer une activité agricole "professionnelle" assurant un revenu principal voire unique. Initialement, le périmètre de Rocoucous leur semble propice à de tels objectifs: la volonté municipale doit leur permettre l'accès à un environnement de travail et de vie adéquat (piste, déforestation, financements, maison, eau, électricité,...); le contexte général paraît également favorable au développement agricole en Guyane (possibilités d'aides publiques dans le cadre du Plan Vert).

On consultera les tableaux résumant les caractéristiques et les objectifs initiaux des candidats.

## CARACTERISTIQUES INITIALES DES CANDIDATS ENQUETES

- \* AGE MOYEN: 28 ans (22 à 30 en général, un plus âgé: 44 ans)
- \* LIEU DE NAISSANCE / ETHNIE:
  - 6 habitants d'Iracoubo dont 1 Amérindien
  - 3 Guyanais créoles originaires d'autres communes
  - 2 métropolitains dont 1 ayant vécu en Afrique
- \* ORIGINE / FORMATION: quasi tous originaires de milieu rural/ 1 de formation scolaire agricole (BTA)/ 6 de formation professionnelle agricole (stages)/ 2 sans formation mais expérience agricole personnelle
- \* ANTECEDENTS:
  - 2 sans expérience professionnelle (service militaire, stages...)
  - 3 avec expérience agricole (2 en Guyane, 1 en métropole)
  - 2 en emploi fixe (tertiaire) en métropole
  - 2 en "jobs"

\* \* \* \* \*

## MOTIVATIONS DES CANDIDATS A L'INSTALLATION

9 personnes enquêtées

- \* "Mouvance Plan Vert": 3 candidats  
reconversion ou première expérience professionnelle
  - . 2 métropolitains, 1 Guyanais quittent la métropole, délaissant un emploi fixe, une ferme ou sortant de formation pour s'orienter vers l'agriculture
    - soit par origine et goût
    - soit par formation (BTA)
- \* "Vocation": 5 candidats  
reconversion, 2ème tentative dans l'agriculture ou 1ère expérience professionnelle
  - . 4 Guyanais dont 2 d'Iracoubo cherchant un terrain
    - soit depuis plusieurs années (en faisant des jobs ou ayant un emploi fixe)
    - soit après une 1ère expérience agricole
    - donc avec une certaine persévérance
  - . 1 habitant d'Iracoubo cherchant un terrain alors que le lotissement se met en place
    - donc sans nécessiter de persévérance
- \* Elargissement d'activités agricoles existantes: 1 candidat
  - . 1 agriculteur amérindien faisant de l'abattis par ailleurs, souhaitant pratiquer cultures fixes et élevage

**OBJECTIFS:** activité agricole principale permettant de tirer un revenu ou élargissement d'une activité agricole existante (Amérindien) donc, dans l'ensemble, objectif dit "professionnel"

## 2.2. LENTE ET DIFFICILE MISE EN PLACE DES STRUCTURES D'EXPLOITATION

### a) Les facteurs de production

#### \* Foncier, déforestation

Les lots attribués, voire choisis par les candidats (dans 2 ou 3 cas, en fonction du sol), couvrent une superficie totale moyenne de 67 ha -52 à 126 ha. Cette surface est en réalité théorique à défaut de titre et les lots ont été plusieurs fois redécoupés sur le papier.

La question foncière devait initialement être résolue par l'ADRI (bail collectif puis individuel); au début des installations, les démarches sont en cours mais pour l'instant d'autres priorités occupent les agriculteurs. De toute façon, la "légitimité" des implantations ne semble pas contestable puisqu'elle se fait avec l'aval de la Mairie.

Les lots se trouvaient au début de l'opération sous forêt. Le défrichage par une entreprise puis le RSMA s'est effectué par tranches successives de quelques hectares sur chaque exploitation. Les zones ainsi dégagées ont été en grande partie enherbées manuellement par tous les agriculteurs. On notera les conditions initiales difficiles: la piste n'étant pas achevée, les agriculteurs devaient porter jusqu'à leur terrain les sacs de boutures, après les avoir déterrées sur des exploitations d'Iracoubo ou de Sinnamary puis lavées. De même, les sacs d'engrais étaient acheminés à dos d'homme.

#### \* Bâtiments

Au début, plusieurs agriculteurs ont logé sur place avec leur famille dans des carbets en attendant une construction "en dur" pour laquelle ils devaient être subventionnés.

Des bâtiments ou installations d'élevage (étables, corrals, clôtures...) ont été mis en place par les éleveurs aidés de parents ou de manoeuvres.

#### \* Moyen de transport et matériel

Le moyen de transport le plus fréquent a été, et reste, la voiture (genre camionnette ou bâchée). 2 personnes dont celle de Bellevue circulent en deux-roues (vélo, cyclomoteur). Le cas échéant, des bâchées ou la camionnette de la CUMA d'Iracoubo (Coopérative d'Utilisation du Matériel en Commun) sont louées.

Le matériel utilisé est constitué de petit et moyen outillage (sabres..., tronçonneuses, débroussailleuses, motopompes, motoculteur, tarière à moteur...), acquis au fur et à mesure. Un tracteur collectif a servi au début pour quelques travaux, spécialement de transport (piquets...).

### \* Travail

Si au début les agriculteurs travaillaient le plus souvent à temps plein sur leur terrain, par la suite on observe l'augmentation du nombre de personnes à temps partiel.

Les épouses ont le plus souvent participé au travail agricole lors des premiers temps.

On note fréquemment le recours à de la main-d'oeuvre salariée occasionnelle, en particulier lors des travaux d'implantation des pâtures.

L'entraide existe; c'est le cas des 2 exploitants métropolitains travaillant en grande partie en commun; 2 autres agriculteurs, actuellement hors lotissement, ont également travaillé ensemble. Le recours à l'entraide à l'extérieur du lotissement est cependant plus fréquent (parents, amis...). On ne peut vraiment parler d'entraide d'ailleurs, lorsque les parents aident leurs enfants sans contrepartie.

### \* Financement

Les candidats ne possèdent pas de fonds personnels importants permettant de financer une installation. L'apport personnel au projet est censé se constituer de leur travail.

Contrairement à ce que l'on pouvait supposer au moment de la mise en place de Rocoucua, le climat n'est en fait pas propice à l'attribution de prêts bonifiés: la SOFIDEG y est réticente. Pour diverses raisons ou prétextes (foncier non régularisé; des agriculteurs "déjà installés" ne peuvent bénéficier de prêt à l'installation) aucun prêt d'Etat n'est accordé, ce qui compromet en partie les projets et surtout démobilise les agriculteurs qui comptaient dessus.

Les premiers installés bénéficient de plus d'avantages que les suivants: ils obtiennent un prêt communal par l'ADRI (sans intérêt, remboursable avec un différé de 2-3 ans), qu'ils ne rembourseront d'ailleurs pas. Un cadre contractuel avait été élaboré par la DDA.

Les sommes versées par l'ADRI aux agriculteurs sont en partie destinées au déforestation (abattage manuel avant passage d'engin). Dans ce cas, ils ont reçu selon la période de 1200 à 6000F/ha.

Les sommes totales reçues par agriculteur vont de 100.000F à 600.000F. Le dernier arrivé ne recevra que 8000F (sommes issues de l'ADRI).

Les agriculteurs ont fréquemment pu dégager une partie de l'argent de l'ADRI pour d'autres réalisations: achat de motopompe, d'animaux, construction d'étable...

La réalisation de travaux par le RSMA constitue une aide "en nature", les agriculteurs ne déboursant rien. Plusieurs d'entre eux bénéficient d'autre part d'une DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs; aide d'Etat, d'un montant variable selon les projets: jusqu'à 160.000F) qui permet aussi diverses acquisitions (tracteur, animaux...).



Les 2 derniers arrivants sur le périmètre n'ont quasiment pas bénéficié d'aide ni de prêt mais ils savaient plus ou moins que ce serait le cas, ce qui ne les empêche pas d'attendre des aides inespérées. Par contre les premiers candidats n'ont pas reçu tout ce qui était prévu ou ce qu'ils espéraient et leurs attentes ont été déçues. Finalement, à défaut de capitaux propres, de revenu immédiat suffisant et en l'absence des prêts d'Etat souhaités, les aides monétaires vont servir tout à la fois aux investissements, de trésorerie, de revenu, etc...

On a mentionné l'aide que certains ont pu recevoir de leurs parents pour vivre, sous forme de main-d'oeuvre également; certains ont de plus reçu des "moyens de production": animaux,...

Les sommes publiques investies sur le lotissement de Rocoucua, de diverses origines mais ne comportant pas de prêt SOFIDEG, paraissent insuffisantes et mal réparties aux yeux des agriculteurs.

#### b) Les productions; ventes, revenus

On note que les agriculteurs ont été libres d'élaborer le projet qu'ils souhaitaient. S'ils comptaient sur des aides ou prêts "Plan Vert", cela restreignait éventuellement le choix aux spéculations officiellement recommandées.

##### \* Cultures et élevage

Tous ont, à un moment ou l'autre, et principalement au début, pratiqué des cultures "d'abattis" (associations culturales, "légumes" divers) ou de la monoculture en plein champ (ananas par exemple). 2 exploitations ont essayé les cultures spécialisées telles que le maraîchage sous abri, abandonnées depuis.

Des arbres fruitiers ont également été plantés par chacun, parfois plus tard, dans une seconde phase.

Des élevages bovins, des ateliers avicoles se sont constitués. L'un a possédé également une trentaine de caprins mais faute d'installation (pas de bâtiment ni de clôture...), il les a vendus.

##### \* Ventes et revenus

Les productions vivrières et maraîchères ont été non négligeables au début des installations puisqu'elles seules pouvaient fournir un revenu immédiat. En particulier des ventes sur le "marché" d'Iracoubo (il ne s'agit pas d'un marché à proprement parler) eurent lieu pendant un certain temps, des livraisons à la SICA-FLH (Société d'Intérêt Collectif Agricole-Fruits Légumes Horticulture) également.

Cependant, les revenus sont en général faibles aux yeux des agriculteurs et ils ont pu subsister, pour certains parce qu'ils avaient un pécule en arrivant, pour d'autres grâce à l'aide des parents ou en se "débrouillant": l'un d'eux pêchait le soir pour nourrir sa famille, un autre est parti travailler à Cayenne. Du charbon de bois était également récupéré sur les andains du déforestation et vendu pour permettre un revenu en cette période difficile du commencement.

On consultera le tableau résumé des principales contraintes à l'installation.

### 3. SITUATION ACTUELLE DES AGRICULTEURS PROFESSIONNELS

Dans cette partie, nous présenterons les caractéristiques actuelles des candidats. Elles ont évolué depuis le début des installations, et nous dresserons l'état des réalisations en fin 89-début 90.

#### 3.1. ETAT DES LIEUX: TEMPS PARTIEL ET FAIBLE NIVEAU DE PRODUCTION

##### a) Les agriculteurs "professionnels"

\* Actuellement, 8 "professionnels" se considèrent toujours "titulaires" d'un lot à Rocoucoua: 4 habitants d'Iracoubo dont 1 Amérindien, 2 Guyanais d'autres communes et 2 métropolitains. On a enregistré 3 abandons parmi la première vague d'installation: 2 habitants d'Iracoubo, 1 Guyanais d'une autre commune (qui est en cours d'installation ailleurs).

\* En 1990, les agriculteurs ont en moyenne 32 ans (26 à 47ans); un seul, célibataire, n'est pas chargé de famille.

##### b) Les facteurs de production

###### \* Foncier

La question du foncier n'est pas résolue. L'ADRI n'a pas permis une solution collective et on constate l'individualisation des démarches de régularisation. Plusieurs agriculteurs ne sont cependant pas concernés par ce mouvement: l'Amérindien, peut-être par habitude de travailler la terre sans en être propriétaire; un agriculteur ayant renoncé à l'agriculture à temps plein et ne se sentant pas menacé (d'expulsion par exemple) sans titre foncier; un jeune, n'osant sans doute pas "rompre" avec la stratégie collective et communale, cet agriculteur n'entretient d'ailleurs guère son exploitation et craint peut-être d'être renvoyé du périmètre s'il se manifeste.

A l'heure actuelle, aucun agriculteur n'a de titre définitif. Quatre d'entre eux ont une demande en cours; les autres sont donc occupants sans titre, officiellement pour les Domaines.

TABLEAU RESUMANT LES CONTRAINTES A L'INSTALLATION  
DES AGRICULTEURS PROFESSIONNELS DE ROCOUCOUA

\* Conditions matérielles initiales difficiles:

- insuffisance d'infrastructures: travail pénible (piste non terminée pour les premiers), conditions de vie rudes (pas de logement, ni d'eau, etc.);
- masse de travail à fournir considérable: construction de carbet, étable, clôtures, nettoyage des terres, implantation manuelle des pâtures, etc.

\* Conditions financières initiales difficiles:

- problème de financement: aides communales limitées, attente de prêt bonifié non satisfaite, capacité d'autofinancement limitée;
- faiblesse du revenu: budget familial restreint faute de production en cours.

\* Contexte psychologique difficile:

- statut foncier précaire: n'a pas permis l'accès à certaines aides (ou du moins en a été le prétexte); de plus certains agriculteurs se sentent menacés d'expulsion ce qui accroît le climat de précarité dans lequel ils vivent et travaillent;
- "promesses" non tenues: les projets individuels n'ont pas pu être réalisés à la hauteur des espérances; ceux à qui rien n'était promis se sentent malgré tout laissés pour compte; les attentes déçues entraînent une certaine démobilisation;
- contexte "Plan Vert": l'arrêt des projets agricoles et de leur financement est à l'ordre du jour en Guyane au début de la mise en place de Rocoucoua;
- contexte politique: les différends entre les diverses instances locales (politiques ou administratives) sont mal ressentis par les agriculteurs, ils y voient une cause du manque de financement; cela contribue à la démobilisation.

### \* Bâtiments

Aucune construction en dur n'est réalisée sur le lotissement mais 4 agriculteurs accèdent à la propriété au bourg d'Iracoubo avec aide; un autre habite Bellevue. Actuellement, 3 agriculteurs ne résident pas à Iracoubo mais à Sinnamary, Kourou et Cayenne (la personne travaillant et résidant à Kourou habite finalement, lors de notre dernier passage, sur le lotissement et y travaille régulièrement; elle vient de perdre son emploi).

Certains d'entre eux espèrent toujours une aide à la construction pour un logement sur Rocoucoua, condition nécessaire à leur yeux pour pratiquer sérieusement une activité agricole sur place (l'absence de titre n'est pas compatible avec l'octroi des aides à l'habitat de la Direction Départementale de l'Equipement); de plus, la situation actuelle des systèmes d'exploitation est précaire selon la Mairie qui n'est pas favorable à l'attribution de nouvelles sommes.

Un seul éleveur ne dispose pas de bâtiment ni d'infrastructure pour ses animaux qu'il laisse chez un voisin. L'entretien des clôtures semble souvent laisser à désirer.

### \* Matériel

Le tracteur collectif est maintenant hors d'usage. Un des agriculteurs possède actuellement un tracteur à chenilles et à lame, il effectue éventuellement des travaux pour d'autres agriculteurs du lotissement ou d'ailleurs et pour des chantiers.

Il n'y a pas d'atelier de réparation d'outillage sur Iracoubo. Le RSMA a effectué à l'occasion quelques travaux de mécanique. Rappelons également que tout achat de pièce se fait à Cayenne et il faut donc rajouter le prix du transport (aller-retour en taxi: 150F environ) et trouver le temps nécessaire.

### \* Travail

Actuellement, tous travaillent à l'extérieur et donc à temps partiel sur l'exploitation.

L'intervention des épouses sur le lotissement est présentement assez rare; cependant, l'une d'elles travaille désormais plus sur l'exploitation que son mari, salarié à l'extérieur.

Un ouvrier permanent est embauché en commun sur 2 exploitations. Les agriculteurs ont recours occasionnellement à de la main-d'oeuvre salariée, également à l'entraide, souvent extérieure au lotissement. Les enquêtés déclarent fréquemment: "à Rocoucoua, c'est un peu chacun pour soi". Les liens avec les 2 autres zones du périmètre (amérindienne et "lotissement rural") sont faibles et la présence de ces autres groupes ne change rien aux conditions ou à "l'ambiance" de travail, selon les professionnels.

A part quelques exceptions, les activités et mouvements sur le lotissement sont peu fréquents.

### \* Choix des spéculations

On note que le choix des spéculations se porte sur celles connues (par la formation) ou sur celles dont la maîtrise est possible grâce à l'expérience des parents par exemple, et ce surtout dans le cas des habitants d'Iracoubo.

Ainsi le maraîchage intensif semble une culture trop éloignée des pratiques traditionnelles (légumes de l'abattis) pour transposer une expérience en la matière. Par contre la "modernisation" de modes de production traditionnels ou du moins connus paraît faisable (volaille).

Ceux dont les origines sont les plus éloignées de la commune et/ou de l'agriculture sont sans doute les plus "téméraires" pour se lancer dans la nouveauté, puisqu'ils ne sont pas attachés à un savoir-type; l'opportunité de financement public peut alors jouer dans le choix des ateliers. La faible exigence en travail d'une production et la possibilité de débouchés interviennent également dans les choix.

Cependant, il paraît hasardeux à plusieurs d'entre eux de se lancer, vu leur situation actuelle, dans de nouvelles spéculations qui requièrent une véritable formation (manque de disponibilité, crainte d'augmenter le niveau de risque, etc.).

### \* Financement

D'une part, les agriculteurs estiment avoir bénéficié de financements publics insuffisants. D'autre part, l'absence d'endettement leur paraît positive comparée à la situation des agriculteurs du Plan Vert: ce qui est paradoxal puisque ces financements publics insuffisants proviennent de l'absence d'accès aux prêts. Les agriculteurs auraient préféré que la Commune ou l'Etat puissent subventionner davantage. Rappelons que ceux qui ont bénéficié du "prêt" communal ne l'ont pas remboursé.

Cependant, 2 ou 3 des exploitants auraient souhaité l'accès à des prêts, auprès de la SOFIDEG par exemple, et pensent réitérer leur demande.

### c) Les productions; ventes, revenus

#### \* Superficies mises en valeur, entretien

Le lotissement "professionnel" comporte plus d'une centaine d'hectares de SAU (Surface Agricole Utilisée), dont une dizaine en verger, quelques hectares en vivrier, bananier, ananas, etc; le reste, une petite centaine d'hectares, est en herbe. La zone réellement déforestée est supérieure: une petite partie des surfaces est livrée au recrû, sans mise en valeur.

On obtient des superficies cultivées de 15 ha en moyenne par exploitation, allant de 3 à 35 environ.

taille d'expl.	- de 5 ha	6 à 10 ha	11 à 20 ha	+ 20
nombre d'expl.	2	2	2	2

Les surfaces en herbe (pâturage ou couverture du sol), partout présentes, constituent généralement la part la plus importante de la SAU totale. Vergers d'agrumes et/ou de fruitiers locaux, de 1 à 2 ha en moyenne, existent sur toutes les exploitations. Les premiers arbres plantés commencent à porter mais certains agriculteurs ont installé récemment leur verger et la totalité des surfaces ne sera pas productive avant plusieurs années.

Actuellement, les surfaces en "légumes" (manioc, patates, concombres...) ou cultures semi-pérennes (ananas, papaye, banane...) représentent une demi-douzaine d'hectares mais ce sont les surfaces les plus rapidement soumises à variation. En fait, toutes spéculations et toutes exploitations confondues, on obtient grosso modo un volant permanent de quelques hectares, mais ces modifications ont à l'échelle de l'exploitant une grande importance de par la relative intensivité en travail à l'hectare de ces cultures et la possibilité d'en tirer un revenu immédiat, si la commercialisation est assurée.

Plusieurs ont, cependant, abandonné les "légumes" parce que l'élevage attirait prioritairement leur attention, ou parce que ces cultures nécessitaient trop de travail, facteur principalement limitant après le passage à temps partiel.

Si au début, presque tous ont mis un peu d'engrais, à l'heure actuelle les apports sont quasi inexistantes. De même l'utilisation de produits phytosanitaires n'est pas fréquente et a plutôt diminué.

Il faut mentionner l'état d'abandon d'un certain nombre de parcelles. Sur quelques exploitations, il s'agit d'un état généralisé. Les surfaces en herbe, peu pâturées, se dégradent lentement; elles sont menacées d'envahissement par le recrû forestier, des adventices s'y installent par endroit également. Certains vergers ne sont pas entretenus et les parcelles en vivrier ne sont pas reprises.

On note que les agriculteurs déclarent parfois des surfaces plus importantes qu'elles ne le semblent en réalité et qu'ils ne précisent pas si elles sont entretenues ou non.

#### \* Elevage

5 pratiquent l'élevage bovin, les troupeaux ont de 3 à 45 têtes: un troupeau de 45 têtes, les trois autres comptent de 7 à 9 têtes. On obtient un total de 70 environ dont beaucoup de jeunes, en particulier des femelles n'ayant pas encore mis bas. La mise en place de ces troupeaux est récente: pas plus de 2-3 ans. Les données proviennent des déclarations des agriculteurs; devant l'incurie de certains ateliers (charogne) et devant l'impossibilité de repérer certains troupeaux, il ne paraît pas impossible que les bêtes soient moins nombreuses.

Lors de notre passage, un autre agriculteur avait des ovins (une quinzaine) pour essai. Il existe également quelques petits ateliers avicoles plus ou moins suivis.

2 exploitants ne pratiquent pas d'élevage depuis leur installation.

## DETAIL DES ATELIERS PRESENTS SUR CHAQUE EXPLOITATION

date d'inst.	activité extérieure	surfaces cultivées (ha)	A T E L I E R S			
			existants	en production	abandonnés	en projet
fin 84 1985	tps pl.	15 dt herbe 8	verg./lég./semi-pér. ovins+herbe	lég./ semi-p.	mar. ss abri	-
	tps pl.	28 dt herbe 27	verger bovins+herbe/vol.	volaille	abat./lég.	-
	occasionnelle	36 dt herbe 32	verger/lég.-abattis bovins+herbe/vol.	lég.-abat? vol.	verger	volaille intensif/ +bovins
1986	tps pl. (licencié)	5 dt herbe 2	verger/lég./cult. semi-pérennes	lég./ semi-pér.	mar. ss abri	+verger/ mar./porcs
	tps pl.	15 dt herbe 14	verger bovins+herbe/vol.	-	abattis	+bovins
	occasionnelle	19 dt herbe 18	verger bovins+herbe	-	verg./lég./ abat./bovins	volaille intensif
1987	ab.+jobs (cj sal.)	4 dt herbe 2,5	verger herbe	-	-	élevage
	jobs (cj sal.)	3 dt herbe 2	verger/bananeraie herbe+bov. c/o vois.		-	+bananes/ infrastr. élevage

abréviations: tps pl. = temps plein; cj sal. = conjointe salariée;  
lég. = légumes; ab. = abattis; mar. ss abri = maraîchage sous abri;  
semi-pér. = cultures semi-pérennes (bananes, ananas...);  
vol. = volaille; c/o vois. = chez le voisin.

\* Vente et revenu

Les notions de revenus et de productions dégagés des exploitations sont liées au temps passé sur celles-ci, mais pas uniquement puisqu'une partie du travail peut être consacrée à des productions qui ne produiront qu'à long terme.

Une part des produits est autoconsommée mais l'objectif principal (déclaré) est de tirer un revenu de la production.

Les spéculations à long terme (arboriculture et élevage bovin) sont encore en phase de mise en place et produisent peu; ce sont donc les spéculations à court terme qui permettent des ventes. Moins de la moitié des agriculteurs commercialisent actuellement des produits végétaux, régulièrement ou occasionnellement selon le cas: légumes, ananas, couac.

Les productions à court terme n'intéressent certains que temporairement, le temps que les productions à long terme permettent de dégager un revenu.

Les ventes de bovins sont rares et répondent à un besoin monétaire éventuel. Un troupeau de caprins a également été vendu: il s'agissait d'une décapitalisation. Seule la vente de volaille peut être considérée comme le résultat d'une production mais la taille des élevages est modeste (quelques dizaines de têtes) et leur conduite "extensive"; il s'agit plutôt d'une production d'appoint ou d'un atelier parmi d'autres dans une perspective de diversification.

Les quelques ventes s'effectuent essentiellement par des réseaux de connaissances pour les Guyanais, soit directement auprès de consommateurs soit auprès de revendeurs, sur Iracoubo mais aussi, à l'occasion, sur d'autres communes, y compris Cayenne; les agriculteurs métropolitains livrent également quelques restaurants sur Kourou.

Finalement, il ressort un assez faible niveau de production: quelques centaines de kg de fruits et légumes par mois au mieux, quelques volailles par mois et quelques bovins depuis le début.

On l'a vu, tous les exploitants ont un revenu extérieur: l'un fait de l'abattis en zone amérindienne mais aussi des jobs à l'occasion; 2 autres travaillent à Iracoubo, le premier vient de constituer une entreprise d'espaces verts, le second est employé par cette entreprise (auparavant il était salarié communal); 2 autres originaires d'Iracoubo font des jobs; 2 sont embauchés sur les chantiers du Centre Spatial (lors de notre dernier passage, l'un d'eux avait perdu son emploi); le dernier travaille à Cayenne en job.

En conséquence, aucun exploitant ne tire un revenu principal de son exploitation mais pour certains il s'agit de revenus réguliers, pour d'autres, plus occasionnels.

2 conjointes ont également un emploi non agricole; on notera des revenus locatifs dans un cas.

Quelques uns semblent soutenus par leur parents de manière variée mais régulière (logement, main-d'oeuvre...); il s'agit là d'un apport distinct de leur propre activité agricole.

On trouvera dans le tableau récapitulatif, les principales caractéristiques actuelles des "professionnels".



**CARACTERISTIQUES ACTUELLES DES AGRICULTEURS "PROFESSIONNELS"  
DE ROCOUCOUA**

- \* Age moyen: 32 ans (26 à 47)
- \* Ethnie/origine: 3 Créoles d'Iracoubo,
  - 1 Amérindien de Bellevue,
  - 2 Guyanais créoles originaires d'autres communes,
  - 2 métropolitains
- \* Résidence: aucun sur le lotissement
  - 4 au bourg d'Iracoubo
  - 1 à Bellevue
  - 1 à Sinnamary
  - 1 à Kourou (sur le lotissement lors de notre dernier passage, a perdu son emploi)
  - 1 à Cayenne
- \* Temps passé à l'agriculture:
  - 5 viennent plus ou moins régulièrement mais pas forcément tous les jours, l'après-midi souvent
  - 1 vient plusieurs jours par semaine (aide d'un ouvrier)
  - 2 viennent le week-end (1 avec aide d'un ouvrier; 1 tous les 15 jours) (l'un d'eux a perdu son emploi et resterait sur le lotissement)
- \* Activités extérieures à l'exploitation:
  - 1: abattis en zone amérindienne + jobs (conjointe salariée)
  - 1: entreprise (récente) à Iracoubo
  - 1: employé à Iracoubo
  - 1: employé Centre Spatial (vient de perdre son emploi)
  - 1: employé Centre Spatial + travaux du tracteur (conjointe travaille principalement sur l'exploitation)
  - 3: jobs ou diverses activités (1 conjointe salariée)
- \* Origine du revenu:
  - 2: vente de produits végétaux + revenus extérieurs (dont 1 vient de perdre son emploi)
  - 1: vente de produits végétaux/volailles + revenus extérieurs + aides parents
  - 1: vente de volailles + revenus extérieurs
  - 4: sans réel revenu agricole (4 ont des revenus extérieurs plus ou moins occasionnels dont 2 avec conjointe salariée, 1 est aidé par les parents)
- \* Endettement: - pas d'endettement auprès de l'Etat
  - 6 ont bénéficié d'un prêt communal (par l'ADRI), non remboursé
- \* Aides: - 4: aides de l'Etat (DJA)
  - tous: aides directes en travaux (RSMA)

### 3.2. NOUVEAUX OBJECTIFS: DIVERSIFICATION ET/OU ATTENTISME

Après avoir présenté les conditions initiales d'installation puis l'état actuel de l'agriculture "professionnelle", on s'intéressera dans cette partie à l'évolution des projets individuels depuis la mise en place des exploitations, ainsi qu'aux perspectives à court terme.

#### a) Evolution des objectifs

On a vu que les candidats se sont installés à Rocoucua avec l'intention de pratiquer l'agriculture "professionnelle", c'est-à-dire à titre d'activité principale. Ils avaient en général une vocation pour ce domaine mais les candidats ne paraissent pas avoir toujours mesuré l'ampleur de l'entreprise dans laquelle ils se lançaient et ont été en partie attirés par les possibilités d'aides à l'installation.

Les financements ont permis le déforestation et l'acquisition d'une partie du capital d'exploitation. Les agriculteurs ont également fourni pas mal de travail au début, mais faute de financements supplémentaires, ils n'ont pas pu mener à bien leurs projets.

Les productions à court terme, mises rapidement en place mais exigeantes en travail voire en intrants, n'ont pas procuré un revenu suffisant aux yeux des agriculteurs et ne permettaient en particulier pas de dégager de quoi investir: la rémunération des différents facteurs de production (travail, capital) n'était pas assurée.

Finalement, après une première période difficile mais laborieuse et riche d'investissements (dures conditions de vie, beaucoup de travail, utilisation des aides) -que seule la perspective "d'être payé de ses efforts" permettait de supporter-, on observe une deuxième phase "d'essoufflement" et de recul par rapport aux activités agricoles.

Dans cette deuxième période, la plupart des agriculteurs renoncent définitivement à résider sur place et beaucoup trouvent une activité extérieure sinon régulière et à temps plein, du moins occasionnelle. Ils mettent entre parenthèse certains projets "jusqu'à ce que les conditions soient à nouveau favorables". Certains abandonnent même totalement le périmètre. D'autres délaissent des productions trop exigeantes et conservent finalement leurs spéculations à long terme ("placement") sans plus y investir ou presque (temps-argent).

Les derniers arrivés ont été moins concernés par les "promesses" et n'ont donc pas vraiment fourni le coup de collier du début: les activités ont démarré sur le mode "extensif".

Plusieurs ont abandonné totalement l'idée de vivre à plein temps de leur exploitation et préfèrent conserver un revenu extérieur sûr et sans doute moins durement gagné que dans l'agriculture.

Finalement, à quelques exceptions près, un certain abandon règne sur place, faute de travail et d'investissement. Ceux qui maintiennent une activité recherchent, éventuellement en diversifiant, la meilleure rentabilité du travail (spéculations peu exigeantes, prix au kg intéressant).

RECAPITULATIF DES REALISATIONS SUR LE PERIMETRE DE ROCOUCOUA  
- initialement zone forestière -

- \* Pistes: une douzaine de km (8 km de la RN1 au fond du lotissement "professionnel")  
plusieurs km de pistes forestières ou pénétrantes secondaires
- \* Déforestation:
  - coupe + bull - environ 150 ha pour les professionnels  
environ 60 ha pour le lotissement rural
  - bull - 20 ha environ le long des pistes
  - manuel - 50 ha environ sur la zone amérindienne et son prolongement (occupé par des habitants d'Iracoubo, créoles)
- \* Electricité: non (500 m en début de piste)
- \* Eau: motopompes individuelles
- \* Activités: - 8 "professionnels" qui travaillent à l'extérieur régulièrement ou occasionnellement
  - quarantaine d'abattis, amérindiens essentiellement
  - cinquantaine de lots dont quinzaine pour agriculture de loisir ou de complément et quelques uns pour des familles Hmongs (marafchage), les lots restants ne sont pas encore mis en valeur
  - exploitation forestière
- \* Habitat: . quelques cases et carbets chez les professionnels  
. quelques familles amérindiennes et Hmongs (maisons en construction) habitent sur place
- \* Statut foncier: . domaine de l'Etat
  - . aucun titre, 4 demandes en cours (professionnels)
  - . projet amérindien de "réserve"
  - . accords envisagés (Etat-commune-agriculteurs) sur le lotissement rural
- \* Surfaces "professionnels":
  - . environ 100 ha d'herbe (+ ou - en état)
  - . environ 10 ha de verger (idem)
  - . quelques ha de légumes/bananes/ananas
- \* Cheptel "professionnels":
  - . environ 70 bovins (déclarations des enquêtés)
  - . environ 15 ovins
  - . 2-300 volailles diverses

(valable pour début 1990)

b) Les projets

Les projets d'extension de cultures ne sont pas nombreux: l'un voudrait agrandir son verger jusqu'à 10 ha et envisage le maraîchage sous abri ou une porcherie, s'il accède à des aides ou des prêts; un autre souhaite étendre sa bananeraie à 4 ha. On remarque qu'il s'agit de 2 des agriculteurs possédant la superficie cultivée la plus faible, les autres ont en général des surfaces plutôt trop importantes à entretenir, compte tenu de leur disponibilité actuelle en temps ou du nombre d'animaux susceptibles de valoriser les surfaces implantées.

Par contre, les éleveurs de bovins souhaiteraient pouvoir augmenter les effectifs, l'herbe étant souvent en excès; mais leurs "moyens" ne le leur permettent pas. Plusieurs projets avicoles de plus grande envergure et plus intensifs (poules pondeuses ou de chair) ont été mentionnés.

L'un des deux agriculteurs sans bêtes déclare avoir l'intention d'acheter des animaux (il est également de ceux qui ont une SAU réduite).

Par conséquent des projets existent, qui concernent plus souvent l'élevage (extension, diversification) mais parfois l'extension de cultures pérennes ou semi-pérennes, et qui intéressent spécialement ceux qui ont les surfaces ou effectifs les plus faibles (derniers arrivés en particulier). Ces perspectives sont conditionnées par un hypothétique financement (prêt, "épargne" personnelle, etc.) et varient, pour certains, d'une visite à l'autre.

c) En attendant que l'agriculture (re)devienne rentable, les attributaires mettent en réserve leur exploitation et travaillent ailleurs

Il semble hors de question du point de vue des agriculteurs de compenser la faiblesse des investissements publics ou du moins de rentabiliser ces investissements par l'injection de travail supplémentaire. Leur analyse est que le revenu est insuffisant en regard du temps passé. Seul l'apport de nouveaux capitaux leur paraît rentable (surtout s'il s'agit de subventions bien sûr).

Malgré la fréquente déliquescence des systèmes en place, les agriculteurs restent attachés à "leur" exploitation, qu'il s'agisse d'une optique de revenu (revenu complémentaire, fructification d'un capital), de qualité de la vie (près de la nature...) ou de patrimoine (avoir un terrain à soi). Ils estiment avoir suffisamment investi en peine et en argent pour que leur droit sur ces terrains ne soit pas contesté. De plus, certains se laissent la possibilité de réinvestir, de diversifier à l'occasion (solution de remplacement ou de repli qui joue le rôle de sécurité).

Nous n'avons pas pu interroger tous ceux qui avaient abandonné, il semble cependant qu'ils aient quitté en partie poussés par la municipalité.

En conclusion, il ressort un certain "statisme", concrétisé par l'état d'abandon fréquemment observé et par la modestie des réalisations récentes ou en cours; l'attachement de chacun à son lot ajoute également à cette impression d'inertie. Cependant, une certaine "mobilité" apparaît au travers des changements multiples de situation et opportunités saisies, principalement hors agriculture mais aussi au travers de la diversification passée ou projetée.

On observe un repli sur des solutions moins "performantes" (au sens d'une économie intensive) que les projets initiaux, avec toutefois un niveau de risque assez minimal; en particulier, les agriculteurs renoncent à fournir un travail qu'ils n'estiment pas rentable faute d'investissement suffisant. Les nouvelles options comportent une ouverture éventuelle sur des activités différentes, agricoles ou non (condition nécessaire peut-être au maintien de l'activité agricole dans ce dernier cas).

#### 4. EVALUATION DU PROJET D'AMENAGEMENT

##### 4.1. BILAN DE L'OPERATION "ROCOUCOUA" (volet "professionnel")

###### a) Des "professionnels" qui n'en sont pas; une agriculture produisant faiblement

On l'a déjà dit, le développement de la zone rurale de Rocoucoua a été mis sur pied vers 1984 à l'initiative de la municipalité d'Iracoubo pour favoriser une dynamique de développement sur la commune. Ce sont en premier lieu des agriculteurs "professionnels" qui ont été installés, dont 8 sont encore présents et dont 5 résident sur la commune. L'initiative communale, qui eut lieu dans le contexte du Plan Vert, a suscité l'installation de candidats qui ne se seraient peut-être pas installés sans ces perspectives d'aides: ils saisissaient une opportunité.

Les projets nécessitaient un important apport en travail et en capital, à la fois à court terme (mise en place de l'appareil de production et du cadre de vie) et à long terme (choix de spéculations à long terme), or les disponibilités ont été limitées. Ainsi les prêts SOFIDEG n'ont pas été accordés et le travail fourni s'est peu à peu réduit. On note pourtant qu'une quantité certaine de travail a été fournie au début et que des sommes non négligeables ont été attribuées aux agriculteurs.

Le revenu immédiat n'a pas été assuré. Les spéculations à court terme (maraîchage, abattis...) semblent avoir été considérées comme transitoires ou comme n'étant pas des spéculations à part entière. Il faut dire aussi que le travail et les privations ont pu compenser quelque temps la pénurie des financements, mais qu'une certaine lassitude s'est installée faisant délaisser des productions qui ne pouvaient de toute façon pas dégager un revenu suffisant pour permettre de vivre et d'investir à la hauteur des attentes des agriculteurs. Les agriculteurs ont été contraints de chercher des revenus extérieurs.

Il semble finalement que du point de vue des agriculteurs l'activité agricole est intéressante lorsque le revenu provient du produit d'un capital important (troupeau, verger, mécanisation...) mais non lorsqu'il s'agit du fruit du travail. Cela revient à dire que travailler dans l'agriculture n'est pas rentable mais qu'y investir est intéressant, surtout lorsque les investissements sont publics.

A l'heure actuelle, le travail fourni sur le lotissement et le niveau global des productions sont faibles. Les investissements individuels sont quasi inexistantes aujourd'hui en l'absence de nouvelles aides; il faut rappeler que les sommes mises en jeu dans l'agriculture "moderne" sont trop importantes pour être fournies par un budget familial moyen.

Cependant, les agriculteurs ne sont pas prêts à renoncer à leur terrain ni à la possibilité de le valoriser.

b) Le volontarisme ne peut compenser les insuffisances du projet ou des agriculteurs ni faire de l'agriculture un secteur performant

Le manque de coordination ou l'insuffisance de planification ont certes marqué cette opération et l'absence d'un chef de projet (technique et administratif) doit être mentionnée, les problèmes liés à l'incohérence de la politique de financement agricole ont également été réels. Cependant, cette relative désarticulation semble fortement liée à un manque de pragmatisme, que ce soit de la part des élus ou des services techniques de l'administration.

Le "technocratisme" des développeurs a pu s'exprimer d'autant plus facilement qu'il s'agissait d'un domaine où tout était à faire, et il ne s'est pas heurté à des structures sociales et productives en place (ce qui est le cas d'opérations plus classiques de développement).

Cela a été renforcé par l'attitude des candidats. Ils possédaient d'une certaine manière l'audace pour se lancer dans un projet "pionnier". Cependant, leur inexpérience relative de l'agriculture et/ou de la Guyane du Plan Vert ne leur a pas permis de mesurer combien ces projets, bien qu'officiels, étaient irréalistes. C'est ce que résume la formule: "on rêvait", si souvent entendue tant chez les agriculteurs qu'auprès de responsables politiques ou administratifs.

Le manque de réalisme s'est heurté aux difficultés du terrain et l'absence de cohésion sociale d'un groupe en devenir n'a pas permis de débattre des problèmes rencontrés ni d'aboutir à une résolution collective. L'individualisme semble en sortir renforcé. Les plus démunis, malchanceux ou passifs se retrouvent enlisés dans une situation qui les dépasse et les laisse désemparés; les plus favorisés ou ceux possédant des ressources personnelles ont réussi à s'affranchir du cadre initial d'installation et à tirer parti d'opportunités nouvelles.

Bien que la bonne volonté des premiers candidats ait été manifeste au début, le projet a pu perdurer en partie grâce au volontarisme du Maire. Son action a atténué la relative désarticulation caractérisant l'opération en permettant une certaine continuation. Cependant, les efforts par des actions ponctuelles n'ont pas permis pour autant de mettre en place une agriculture productive.

De plus, Rocoucoua est devenu un peu trop "le projet du Maire" et non celui des agriculteurs. En effet, certains lui reprochent de tout régenter et veulent se distancier. D'autres paraissent tout attendre de lui et se complaire dans une position "d'assistés".

Soulignons qu'il s'agit d'une attitude critique générale vis-à-vis des interventions de l'administration ou des collectivités locales auxquelles il est reproché d'imposer des projets sans préoccupation des attentes des agriculteurs. Ceci n'incite pas ces derniers à coopérer avec les décideurs, chacun espère tout au plus tirer profit de la situation.

L'interventionnisme de la municipalité a peut-être même "forcé" des opérations que le niveau général des réalisations sur les exploitations ne justifiait pas. Cela a probablement été appuyé par la volonté publique d'effectuer des travaux (budget oblige) et par les attentes des agriculteurs.

Ainsi, bien que certains aménagements ne soient pas rentabilisés (parcelles déforestées puis abandonnées, plantation de bouture mais insuffisance de bêtes faute de financement), le calendrier des travaux s'est poursuivi, occasionnant un certain gaspillage des ressources naturelles et budgétaires.

c) L'agriculteur est aidé; que peut-on exiger de lui, compte tenu du contexte?

Il paraît important de revenir sur le choix d'une agriculture "professionnelle". Aux yeux du développeur, exiger des agriculteurs qu'ils soient professionnels se justifie par le fait qu'ils reçoivent des aides publiques et qu'ils sont donc tenus de les utiliser à ce pourquoi elles sont destinées. Cependant, dans le contexte agricole relativement contraignant de la Guyane et celui du niveau de vie élevé du département, il n'est pas évident de garantir a priori, même avec des aides, que des agriculteurs pourront vivre uniquement et décemment de l'agriculture.

Il semble difficile dans ces conditions d'imposer à un agriculteur de ne pas avoir d'autres activités; c'est ce qui ressort d'ailleurs des nouvelles mesures publiques favorables à l'extensification, à la diversification, etc., en Europe. On note par exemple la possibilité d'obtenir la DJA pour une activité agricole à temps partiel (application encore non confirmée pour la Guyane).

Il paraît cependant logique que des garanties soient prises quant à l'utilisation des sommes octroyées.

La question de savoir jusqu'où soutenir le secteur agricole est à poser.

#### 4.2. REFLEXION A PROPOS DE L'AMENAGEMENT DE ROCOUCOUA

On l'a vu, le projet de Rocoucoua est issu d'une volonté municipale de développer la région d'Iracoubo et son espace rural. Des gros travaux (pistes, déforestages) ont été réalisés à l'aide de divers financements publics; des aides (communales ou d'Etat) ont été attribuées aux candidats pour leur permettre de créer leur exploitation.

##### a) Manque de maturation du projet global

Plusieurs types de difficultés, mais aussi des points positifs, apparaissent au cours des réalisations, qui concernent le projet d'un point de vue global.

- Dans l'ensemble, le projet n'a pas été suffisamment mûri lors de sa conception: le choix entre diverses options et ses conséquences n'ont pas été suffisamment pesés (qu'est-ce que l'agriculture "professionnelle"? qu'est-ce que cela implique? que veut-on favoriser: un secteur productif, un tissu rural?...).

Divers points concrets n'ont pas été résolus:

- . sources de financement limitées, incertaines parfois, et mauvaise répartition des sommes;
- . question foncière;
- . question des infrastructures (au départ, la maison était un élément important de stabilisation);
- . insuffisance de garanties fournies ou demandées (contrat, convention...);
- . absence d'un chef de projet assurant le suiti technique et administratif des opérations.

- Le projet paraît avoir souffert du manque de réalisme commun aux installations Plan Vert, qu'il soit le fait des agriculteurs, de l'administration ou de la municipalité; certains points de l'aménagement ont tenu compte des leçons tirées des premiers échecs du Plan Vert (déforestation plus "douce", par tranches de quelques hectares...) mais cela n'a pas été suffisant. La municipalité semble soucieuse de prendre en compte ce défaut de réalisme et y remédier pour la suite des opérations qui pourraient avoir lieu sur le périmètre.

Le choix des candidats semble également avoir peu tenu compte de leurs aptitudes à faire face aux difficultés puisque celles-ci étaient méconnues (et faute d'assez de candidats).

- Le projet a été supervisé par le Maire, ce qui a autorisé son avancement mais n'a pas pu compenser les insuffisances du projet global, celles des agriculteurs ni résoudre les contraintes de l'environnement physique, économique et humain de la Guyane.

- Signalons 2 autres points:

l'un positif, la relative bonne qualité en moyenne des sols (dans le contexte de pauvreté chimique des sols en Guyane);



l'autre relativement négatif; chacun des intervenants, agriculteurs, élus, administration, s'est plus ou moins discrédité aux yeux des autres. Il est vrai que le manque de réalisme a permis des engagements au-delà de ce qui était réalisable par chaque partie; mais il est également vrai que les projets, individuels ou collectifs se sont heurtés à de réelles contraintes agricoles, économiques et humaines et on ne peut pas seulement invoquer l'incompétence ou la malhonnêteté devant les insuccès.

b) Les difficultés objectives à l'installation servent-elles d'alibi à des candidats méconnaissant l'agriculture et ses contraintes?

Rappelons ici que diverses contraintes se sont manifestées cette fois non plus du point de vue du projet global, mais du point de vue des agriculteurs.

- Il s'agit en particulier du problème de l'accès au tout début (pas de piste), celui de l'absence de logement suffisamment confortable (pas d'eau ni électricité) et de statut foncier, celui du revenu insuffisant et celui de la faiblesse des investissements; à terme, les projets individuels n'ont pas été réalisés malgré un engagement personnel des candidats.

- La répartition des moyens entre la déforestation et la mise en place de l'appareil de production n'a pas toujours été bien dosée: de trop grandes parcelles ont été déforestées pour ce qu'il y avait à mettre dessus. Cet argent et ce travail sont en partie perdus; de plus, quelques parcelles sont laissées à nu et les sols sont fragilisés.

- Les besoins en formation n'ont pas été totalement satisfaits surtout au début.

Cependant, il nous paraît important de souligner qu'au-delà de la formation agricole de base (technicité, gestion), une information générale du fonctionnement du monde agricole guyanais fait défaut à beaucoup de candidats: il leur manque une culture générale suffisante sur l'agriculture et particulièrement sur celle de la Guyane, région très spécifique. Cette connaissance n'est d'ailleurs évidente pour personne puisque certaines références techniques, commerciales, etc. manquent parfois en Guyane et que le fonctionnement de l'agriculture "encadrée" (d'implantation récente et en perpétuelle évolution, faiblement organisée...) n'est pas toujours bien connu.

- En l'absence de réalisations productives intensives, les problèmes techniques ne se sont pas clairement manifestés; ces problèmes ne nous semblent pas les plus difficiles à résoudre.

De même la commune d'Iracoubo a constitué pour beaucoup un marché suffisant pour les débouchés d'une production réduite. Ceux qui disposent de plus grosses quantités commercialisables doivent fournir du temps à la vente, or le temps de travail est un facteur limitant.

- L'activité agricole n'est pas rentable aux yeux des agriculteurs dans les conditions de l'aménagement du lotissement professionnel de Rocoucoua; la question se pose, selon nous, de savoir à quel prix les exigences de rentabilité des agriculteurs peuvent être satisfaites. Quel niveau de revenu l'agriculture guyanaise peut-elle fournir, pour quel niveau d'investissement?

c) Finalement, plusieurs thèmes se dégagent de l'analyse

- le projet manque de réalisme dans sa conception;
- les financements ont été insuffisants et surtout mal répartis; divers éléments n'ont pas été concrètement résolus;
- une certaine ardeur a permis de démarrer un projet insuffisamment mûri dans des conditions difficiles, mais cela ne peut soutenir les efforts à long terme ni permettre à des objectifs irréalistes d'être atteints;
- devant les difficultés (manque de financement mais aussi mauvaise appréciation a priori de ce qui était réalisable) les engagements des uns ou des autres se sont relâchés, laissant la place à l'arbitraire ou à la mauvaise foi et finalement à la démobilisation;
- le Maire a été et reste un des moteurs de cette opération, ce qui a permis la survie du projet; en revanche, cela peut être source de démobilisation pour les agriculteurs qui ne se sentent plus concernés et souhaitent s'autonomiser, ou pour ceux qui attendent une prise en charge; de plus certains aménagements ont été effectués alors que les précédents n'étaient pas rentabilisés;
- en dépit des erreurs ou des manquements des uns et des autres, il ressort que créer une agriculture de toutes pièces qui permette de tirer un revenu unique et suffisant, est, dans le contexte guyanais, une entreprise dont le succès n'est pas garanti. On peut se demander dans quelle mesure les attentes des candidats en terme de revenu peuvent concorder avec le niveau de rentabilité agricole.

## CONCLUSION

L'aménagement du périmètre agricole de Rocoucoua a été conduit, à partir de 1983, par la Mairie d'Iracoubo grâce à des fonds départementaux issus de la Caisse Nationale de l'Energie et avec l'aide de la Direction Départementale de l'Agriculture et du Régiment du Service Militaire Adapté.

Les candidats "professionnels" ont en général saisi une occasion de pratiquer une activité que leur moyens propres ne leur auraient pas permis d'exercer. Les financements espérés ont été insuffisants et les productions à court terme n'ont pas pu tout à la fois répondre aux exigences financières de la famille et des ateliers à court et à long terme. Les réalisations prévues n'ont pas été totalement menées à terme.

En dépit de ce problème majeur, 8 agriculteurs sont toujours présents mais ils ont tous recherché des revenus extérieurs à l'agriculture; ils conservent leur activité agricole avec des degrés d'intensivité variés et se réservent la possibilité de réinvestir, en temps ou en argent, au gré des opportunités et sur un terrain auquel ils sont attachés. La rentabilité du travail leur paraît insuffisante tant que les investissements sont peu importants.

Les productions dégagées, faibles en moyenne, voire nulles, sont commercialisées à Iracoubo, Sinnamary, Kourou et parfois à Cayenne.

L'historique de l'opération "agriculture professionnelle à Rocoucoua" montre que des contraintes d'ordre global ont entravé le bon déroulement du programme, comme l'insuffisance des financements et leur mauvaise répartition. L'intervention du RSMA a en partie compensé ce handicap et les gros travaux d'aménagement foncier ont été effectués. Un autre élément important a marqué ce projet, comme d'autres en Guyane à cette période du Plan Vert: l'absence de réalisme, voire de prudence et de modestie, concernant le développement et de sa mise en oeuvre. Le contexte guyanais est spécifique et présente de nombreuses contraintes dont il n'a pas été tenu compte par les uns ni les autres (agriculteurs, administration, élus...).

Il semble important que le développeur précise ses objectifs: s'agit-il de maintenir ou d'attirer une population à la terre, de développer une agriculture rentable?... Il paraît également indispensable qu'il soit clair pour les candidats que l'agriculture est une activité qui exige un certain niveau de formation et du travail.

Les insuffisances dans la conception et la réalisation du projet ont engendré des contraintes d'ordre individuel sur les exploitations, renforçant les faiblesses personnelles des attributaires.

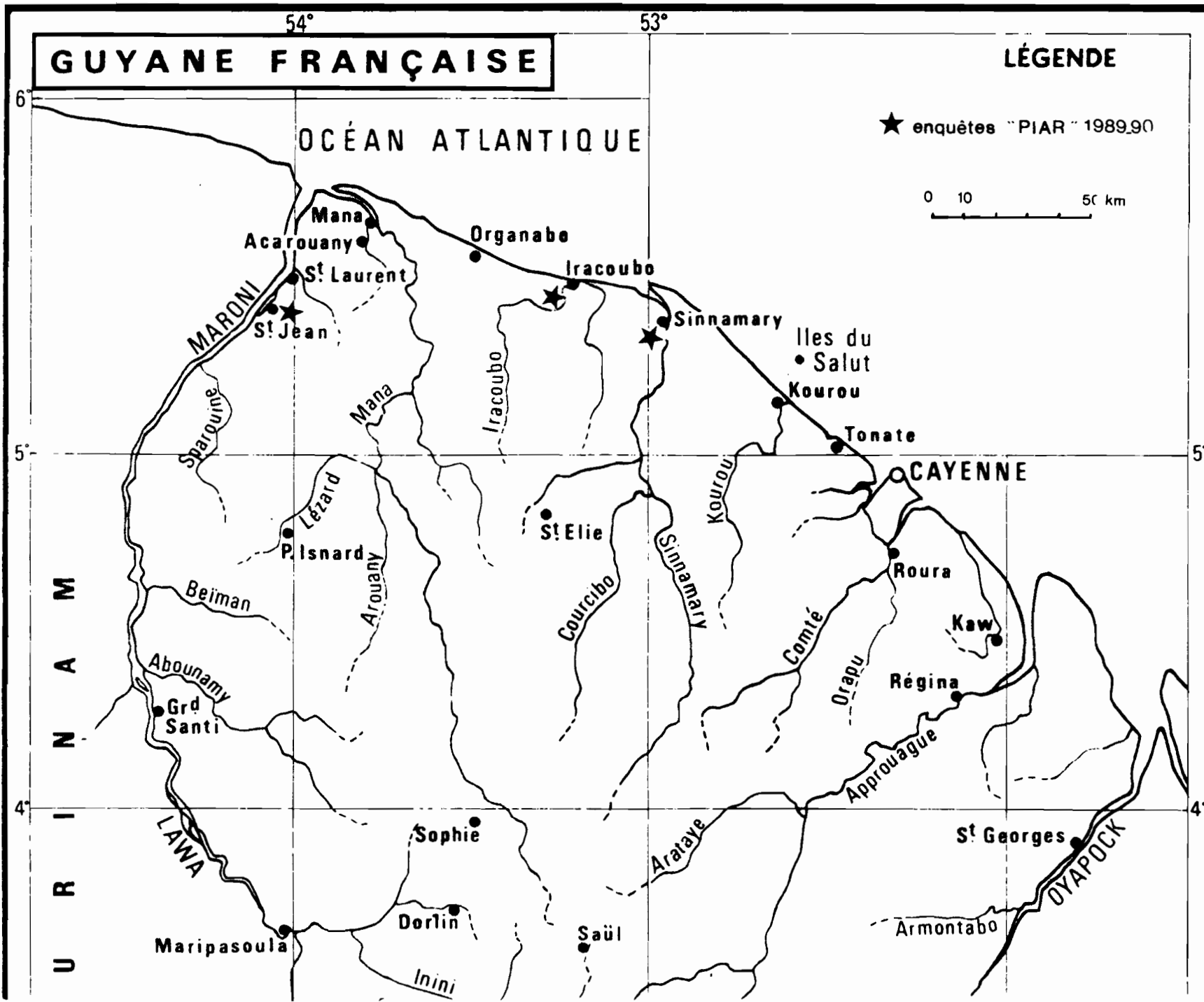
Finalement, l'opération a bénéficié d'une grande part de bonne volonté de la part des agriculteurs, surtout au début; le Maire s'est également investi ce qui a évité l'abandon complet du programme. Un projet ne peut cependant pas reposer uniquement sur de l'enthousiasme: les activités mises en place doivent permettre de dégager un revenu.

# GUYANE FRANÇAISE

## LÉGENDE

★ enquêtes "PIAR" 1989,90

0 10 50 km



**ANNEXE**

Il nous paraît opportun de rappeler les recommandations faites par R. BOULET et al. pour la préservation des sols à Rocoucoua (nous soulignons).

"Que ce soit pour les catégories (I) ou (2) (sols colorés), il convient donc de rester prudent. A titre d'exemple, au Surinam, des sols comparables sur SDB sont cultivés depuis 20 ans. Ils montrent une baisse importante du taux de matière organique et une compaction des horizons de surface, entraînant une diminution du drainage superficiel (un tel phénomène se constate déjà à l'Acarouany). Des sols colorés défrichés mécaniquement en 1978 puis cultivés en cultures sarclées montrent, de 15 à 40 cm de profondeur, une compaction très importante sur laquelle des essais de sous-solage restent sans effet: on ne sait pas, actuellement, résoudre ces problèmes de compaction. Par contre, des sols défrichés manuellement ne présentent pas cette compaction.

En conclusion, la région située entre Iracoubo et Saut-Sabbat est une région unique en Guyane, car elle présente d'assez vastes surfaces d'un seul tenant de sols à contraintes minima (...). Il est donc absolument essentiel de veiller à ne pas dégrader irrémédiablement les sols par un défrichement mécanisé qui ne répondrait qu'à des exigences de type administratif (délais d'utilisation de crédits, etc...) ou à des normes subjectives sans fondements agro-économiques (désir d'un défrichement "propre", etc...). Par contre, il serait urgent d'installer une expérimentation agronomique cohérente sur ces sols (type de défrichement, spéculation agronomique adaptée, techniques de culture)."

D'après R. BOULET, Y. LUCAS, 1981 (voir bibliographie).

"La fertilité chimique de tous les sols du périmètre est faible ou même très faible (sables blancs). Leur qualité est uniquement fonction de leurs propriétés physiques: absence d'engorgement temporaire par l'eau, bonne perméabilité sur une grande épaisseur associée à une texture suffisamment argileuse pour assurer des réserves hydriques permettant l'alimentation en eau des cultures pendant les périodes de sécheresse. La matière organique sous forêt est peu abondante (3 à 5% en 0-10 cm). Elle joue pourtant un rôle essentiel dans la fixation des éléments fertilisants apportés, dans la stabilité de la structure et dans le maintien de la porosité superficielle. Il faut donc éviter de décaper l'horizon de surface lors du défrichement. L'abattage manuel actuellement utilisé sur le périmètre est donc un facteur favorable pour la conservation du stock organique. Il faut cependant veiller à ce que l'andainage au bull se fasse avec un rateau qui soulève les arbres et non une lame qui décape la partie supérieure du sol. Enfin il semble que la zone soit actuellement très exploitée par les forestiers. Ceci peut amener des dégradations importantes et durables car les tracteurs et pousseurs à roues provoquent sur sol humide un gâchage profond, nettement plus important que les engins à chenilles. Si cette exploitation est nécessaire, il importe de veiller à ce que le débardage ne se fasse que sur sol sec. Ceci ne concerne évidemment que les sols utilisables pour l'agriculture et non les sables blancs."

D'après R. BOULET, 1986 (voir bibliographie).



### BIBLIOGRAPHIE

- BARTHES B. - Cartographie des sols, propriétés agronomiques et possibilités d'extension de Rocoucoua-Sud (Iracoubo) - ORSTOM, Cayenne, 1990, 22 p. + cartes.
- BOULET R., FRITSCH E., HUMBEL F.X. - Les sols des terres hautes et de la plaine côtière ancienne en Guyane Française septentrionale. Organisation en systèmes et dynamique actuelle de l'eau - ORSTOM, Cayenne, 1979, doc. multigrade, 170 p.
- BOULET R., LUCAS Y. - Note au sujet des réserves en sol de la région située entre Iracoubo et St-Laurent - ORSTOM, Cayenne, 1981, 3 p. + 2 cartes.
- BOULET R., LUCAS Y., GODON Ph. - Un problème majeur pour le développement agricole en Guyane. Définition d'un programme d'urgence pour y remédier - ORSTOM, Cayenne, 1981, Note au Préfet, 8 p.
- BOULET R. - Carte pédologique du périmètre de Rocoucoua. Commune d'Iracoubo - ORSTOM, Cayenne, 1986, 3 p. + carte.
- Conseil Régional de la Guyane - Plan Régional de Développement Economique, Social et Culturel. IXe plan. 1984-1988 - C.R. de la Guyane, Cayenne, 1984; cf. p. 18: "L'accélération du développement de l'agriculture et de l'élevage".
- LE BERRE C. - L'élevage bovin dans les petites exploitations de la piste de St-Elie (Sinnamary - Guyane). Aspects socio-économiques et agronomiques - ORSTOM, Cayenne, 1988, 114 p.
- Identification des contraintes à l'installation d'agriculteurs sur le périmètre de Crique Toussaint (Sinnamary). Etude socio-économique - ORSTOM, Cayenne, 1989, 24 p.
- Organisation et fonctionnement du marché central de Cayenne. Synthèse - ORSTOM, Cayenne, 1989, 77 p.
- Projets d'agriculteurs sur le périmètre de St-Jean (St-Laurent du Maroni) - ORSTOM, Cayenne, 1990 (à paraître).
- Municipalité d'Iracoubo - Rapport de la séance de travail du 7 avril 1984 - Iracoubo, 1984, 7 p.
- UTAP - Rapport d'activités - UTAP, Cayenne, 1989.
- Textes relatifs aux conventions ORSTOM-Conseil Régional de la Guyane pour l'aide à la mise en place des PIAR (pour études pédologiques essentiellement).





INDEXdes thèmes abordés et des abréviations

Adduction d'eau: p. 5, 21  
 ADRI: p. 3, 4  
 Age: p. 6, 8, 12, 19  
 Bâtiments: p. 8, 14, 21  
 Choix des productions: p. 11, 15  
 CNABRL: p. 5  
 CNE: p. 3  
 Contraintes: p. 13  
 Cultures: p. 11, 15, 17  
 CUMA: p. 8  
 DAF: p. 1  
 DDA: p. 3  
 Débouchés: p. 27  
 Déforestation: p. 8, 21, 31  
 DJA: p. 9  
 Electrification: p. 5, 21  
 Elevages: p. 11, 17, 21  
 Financement: p. 3, 8, 13, 15, 19  
 Foncier: p. 3, 4, 8, 11, 12, 21  
 Formation: p. 6, 8, 19, 27  
 Lieu de résidence: p. 16  
 "Lotissement rural": p. 4  
 Main-d'oeuvre: p. 13  
 Matériel: p. 8, 14  
 MEDETOM: p. 3  
 Motivations: p. 6, 8  
 ONF: p. 3  
 Origine: voir formation  
 PIAR: p. 1  
 Plan Vert: p. 1  
 Projets: p. 16, 17, 22  
 Revenu: p. 11, 13, 27  
 Rentabilité: p. 20, 22, 25, 28  
 RSMA: p. 3  
 SICA-FLH: p. 11  
 Situation Rocoucoua: p. 2, 30  
 SOFIDEG: p. 3, 10  
 Sol: p. 2, 26, 31  
 Superficies: p. 15, 21  
 Transport: p. 8  
 Travail: p. 8, 14, 19  
 Ventes: p. 11, 13

Tableaux récapitulatifs:

- caractéristiques initiales des agriculteurs, p. 8
- contraintes à l'installation, p.13
- détail des ateliers, p. 17
- caractéristiques actuelles des agriculteurs, p. 19
- récapitulatif des réalisations, p. 21